

« L'approche de la Convention de Faro et modèles socio-économiques démocratiques pour l'engagement des communautés »

Note de conclusion

Prosper WANNER, expert du Conseil de l'Europe. Novembre 2017

Préambule

Dans le cadre du deuxième « Plan d'Action de la Convention de Faro » (2016-17), les Laboratoires de Faro ont été organisés pour promouvoir et mettre en œuvre la Convention de Faro à l'échelle européenne, nationale (pays d'accueil) et locale. Un Laboratoire de Faro (Faro Lab) a été organisé en octobre 2017 en Géorgie, suite au premier qui a eu lieu en Espagne en mai 2017. Ce deuxième « Faro Lab » s'est déroulé comme le premier en milieu rural avec comme sujet « L'approche de la Convention de Faro et les modèles socioéconomique démocratique pour l'engagement des communautés ».

Dans le cadre du Plan d'Action de la Convention de Faro, les Laboratoires de Faro sont l'occasion de produire une « note de conclusion thématique » afin de garder une trace des échanges et de les partager avec les membres non présents du réseau de Faro. L'objet de cette note est de produire la « note de conclusion » concernant ce deuxième Faro Lab.

Contexte

Ce deuxième Laboratoire de Faro a été réalisé en lien avec le programme COMUS - *Stratégies urbaines axées sur les collectivités dans les villes historiques* – visant à favoriser le développement social et économique par la mise en valeur du patrimoine culturel de neuf villes historiques en Arménie, au Belarus, en Géorgie, en République de Moldova et en Ukraine. La Pologne et La Lituanie étaient aussi représentées. A l'exception du Belarus, ces pays de l'Europe de l'Est ont ratifié la Convention de Faro ou sont favorables à sa signature (Pologne, Lituanie).

Le programme COMUS démarré en janvier 2015 et terminé en juin 2017 a abouti notamment à une mise en réseau des initiatives et à leur intérêt pour la Convention de Faro. Un « Plan de référence » a été produit par chacune des 9 villes du programme COMUS comprenant une analyse SWOT permettant de déterminer les options stratégiques envisageables (forces, faiblesses, opportunités, menaces) et une vision partagée sur le futur de la ville.

Constat

Le tour de table des projets mis en place par certaines villes du réseau COMUS illustre que même si les chiffres de la croissance mondiale du tourisme sont positifs, la compétition pour devenir une « destination » est forte et incertaine.

A titre d'exemple, le travail collectif sur le village de Machkhaani accueillant le Laboratoire de Faro, a fait remonter à plusieurs reprises l'importance du gap à passer entre son potentiel culturel et touristique et la réalité de ses infrastructures, du quotidien des habitants (absence d'eau potable) et de son accessibilité.

A cela s'ajoute, en cas de succès, des contextes peu stables (contexte politique, légal, économique, etc) qui font craindre un développement touristique incontrôlé au détriment de celles et ceux qui vivent là. Le succès du village de Viscri montre la difficulté à faire co exister un processus porté par les villageois avec des investisseurs, entrepreneurs et visiteurs externes.

Le « pari touristique » n'est ni gagné d'avance pour les communautés locales, ni une garantie d'une amélioration de leur qualité et cadre de vie.

L'engagement des communautés dans le tourisme pour le développement d'un nouveau modèle économique est en fait peu questionné tant le « tourisme » semble être l'unique voie possible, alors que le potentiel du patrimoine comme ressource pour les habitants, institutions, entrepreneurs, investisseurs et consommateurs locaux a été peu voire pas abordé. Là aussi, la question essentielle « faut-il rendre l'invisible visible ? » vient à l'esprit, pour essayer de mieux comprendre quelles sont les valeurs du patrimoine culturel pour la société et quels rôles et intérêts pourraient avoir les communautés patrimoniales ?

Le fait de rendre visible les enjeux socioéconomiques locaux demande alors de les identifier et approfondir avec les communautés locales, notamment à travers leurs récits.

Il faut ajouter à cela que l'engagement des communautés dans les processus patrimoniaux se heurte dans les Pays ex soviétiques à plusieurs freins : une société civile émergente ; une perception négative des formes collectives d'engagement comme notamment les coopératives ; et une méconnaissance des principes et statuts coopératifs, voire une faible reconnaissance légale.

Propositions

Penser au-delà du « tout tourisme »

Le Plan d'Action de la Convention de Faro pourrait s'atteler à rendre visible les usages possibles du patrimoine culturel et naturel comme ressource pour renforcer les économies locales : apport de savoirs, savoir-faire, d'attractivité, de qualification, mise à disposition d'espaces, etc.

Les processus Faro font émerger des formes de développements endogènes qui renforcent l'existant et ne sont pas « que touristiques ». Plusieurs sites du réseau de la Convention de Faro ont développé des modèles socioéconomiques innovants pour l'engagement des communautés :

- Hospitalité et entreprises publiques et privées : le développement d'une hospitalité au service des entreprises et institutions locales (hôpital) à Marseille ;
- Métiers et entrepreneuriat : usage des savoir-faire de la communauté rom dans la restauration des maisons à Viscri ;
- Hospitalité et artisanat : mise à disposition de bâtiments patrimoniaux pour de jeunes couples d'artisans à Fontecchio ou pour des créatifs à Forlì ;
- Qualification et entrepreneuriat : la valorisation de l'huile d'olive à Taola Del Sénia grâce aux oliviers millénaires ou la reconnaissance de l'appellation d'origine protégée du savon de Marseille pour sa dimension patrimoniale ;

Le patrimoine peut venir renforcer l'attractivité, la qualification, la notoriété et les moyens à disposition des communautés locales. Cela demande de rendre visible les « personnes, lieux et récits » en terme de ressources tout comme leurs enjeux, besoins et potentiels de développement local. Le Plan d'Action de la Convention de Faro pourrait développer des actions pour favoriser :

- L'usage du patrimoine comme ressource plurielle à travers une « Recherche action de Faro » et l'identification de nouvelles « bonnes pratiques » à diffuser.
- La définition d'une vision partagée par la communauté sur pourquoi elle souhaite conserver, partager et valoriser ses patrimoines en prenant appui sur les méthodologies développées par le Conseil de l'Europe notamment via COMUS.

Renforcer l'envie de faire communauté.

Le processus de Machkhaani, notamment parce qu'il contredit les aprioris sur la capacité des citoyens à se mobiliser dans les pays de l'Est, est exemplaire sur comment développer une communauté patrimoniale et pourrait devenir une « bonne pratique de Faro » :

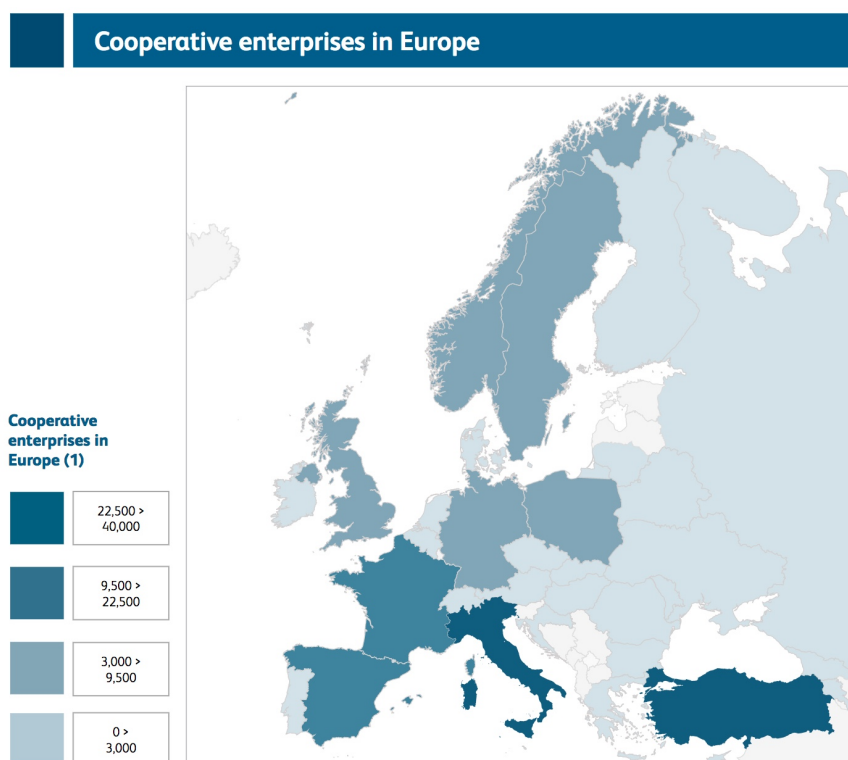
- L'actualisation du récit de mobilisation citoyenne autour du théâtre de Machkhaani pour redonner l'envie de « faire ensemble » ;
- Le développement via les réseaux sociaux d'une « communauté virtuelle » géorgienne capable d'investir dans le processus financièrement et humainement ;
- Création d'un espace physique, le « café de la connaissance », comme point de référence de la communauté constituée.
- L'organisation d'un rituel annuel de rencontre de la communauté lors du festival.

Cela rappelle en un sens la surprise du maire de Pilsen en 2014 face au succès de l'appel à participation citoyenne du processus Hidden City. Une mission d'Appréciation de Faro pourrait permettre d'en faire une « Bonne pratique de Faro ».

Réaliser l'inventaire des cadres coopératifs.

La participation des habitants dans leur ensemble au processus patrimonial gagnerait à adopter les principes coopératifs pour s'assurer un minimum d'autonomie et de processus démocratique dans un contexte politique et économique instable.

Là où il existe une méconnaissance et méfiance vis à vis des principes et statuts coopératifs, voir une faible reconnaissance légale, un inventaire des cadres coopératifs existants et de leur usage possible par les communautés locales pourrait être réalisé avec l'appui des Etats membres pour être transmis aux communautés patrimoniales et partagé au sein du Réseau de la communauté de Faro.



Source: *The power of Cooperation - Cooperatives Europe Key Figures 2015*